

## **Idéologie, contexte international et situation nationale dans la politique des communistes est-allemands à l'égard de la Pologne, 1945-1950<sup>1</sup>**

Jean-François Juneau

### **Résumé**

*Les relations entre la République démocratique allemande et la Pologne populaire comptent parmi les plus problématiques des États du bloc soviétique. Ces difficultés entre deux États, dont l'idéologie commune devrait pourtant faire d'eux des « alliés fraternels », sont principalement imputables à la politique des communistes est-allemands (KPD/SED) à l'égard de la nouvelle frontière germano-polonaise fixée à la ligne Oder-Neisse, qui est tiraillée entre la reconnaissance résignée et le rejet. Ces revirements et incertitudes s'expliquent par le fait que la politique du KPD/SED portant sur la ligne Oder-Neisse est beaucoup plus déterminée par les nécessités du pouvoir liées à l'évolution des relations Est-Ouest et à la situation interne en Allemagne que par un quelconque impératif internationaliste de « solidarité socialiste ». La reconnaissance officielle par la RDA de la frontière en 1950 ne pourra donc mener qu'à une normalisation fragile des relations entre les deux États.*

Les relations entre la RDA (République démocratique allemande) et la Pologne populaire forment un cas particulier dans l'ensemble des relations intersocialistes. Malgré toutes leurs professions de foi internationalistes, ces deux « pays frères » entretiennent jusqu'à la fin du communisme en Europe des rapports difficiles, voire tendus. Les problèmes entourant la nouvelle frontière germano-polonaise, tracée par les Alliés en 1944-1945 sur les fleuves Oder et Neisse<sup>2</sup>, contribuent plus que tout autre facteur à expliquer cet état de fait. Après la tragédie de la Seconde Guerre mondiale, il n'est guère surprenant que cette nouvelle frontière constitue la principale préoccupation de sécurité de Varsovie. Or, les

communistes est-allemands – d'abord le KPD (Parti communiste allemand) et, à partir de 1946, son successeur, le SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne<sup>3</sup>) – tardent, à la grande frustration des Polonais, à adopter une position claire sur la nouvelle frontière, avant que celle-ci ne soit fixée définitivement par l'accord de Görlitz entre la RDA et la Pologne populaire en 1950. L'historiographie a longtemps failli à reconnaître le réel niveau des tensions entre les États socialistes, et ne s'est conséquemment pas attardée à les expliquer<sup>4</sup>. Avec l'ouverture des archives est-allemandes, sur lesquelles s'appuie notre analyse, il est désormais possible de donner une image plus juste des relations entre Berlin-Est et Varsovie<sup>5</sup>. En explorant la relation entre l'idéologie marxiste-léniniste et les intérêts liés à l'exercice du pouvoir, aspect négligé dans les recherches récentes portant sur la politique étrangère de la RDA<sup>6</sup>, nous allons démontrer que la politique du KPD/SED à l'égard de la Pologne est entre 1945 et 1950 s'explique davantage par l'évolution des relations Est-Ouest et la situation interne en Allemagne que par l'idéologie.

### La « solidarité socialiste », 1945-1946

Les membres dirigeants du KPD, lorsqu'il ressortent de la clandestinité ou reviennent de leur exil soviétique en 1945, font d'abord preuve d'un esprit internationaliste très fort. Les horreurs du nazisme et le regain d'espoir dans la victoire finale de la cause communiste sont largement responsables de cette attitude. On a chez les communistes est-allemands un désir de rompre définitivement avec un passé national tragique, synonyme pour plusieurs d'entre eux de réaction, de militarisme et d'expansionnisme. Dans ce contexte, il est essentiel d'établir des relations amicales entre l'Allemagne et la Pologne. Mais, bien plus que cet élan internationaliste, l'évolution de la situation à l'intérieur du Reich vaincu prescrit la position initiale du KPD quant à la ligne Oder-Neisse, soit la reconnaissance intéressée.

En 1945, le programme du KPD fait d'abord de la révolution démocratique-antifasciste – entendre « bourgeoise » – son objectif principal<sup>7</sup>. Ce mot d'ordre des communistes vient de Staline, dont le but est alors une Allemagne neutre et unie politiquement qui pourra au moment propice être soviétisée complètement<sup>8</sup>. Il est donc essentiel pour lui de ménager les Occidentaux et de ne pas éveiller leur méfiance par une politique de communisation trop évidente.<sup>9</sup>

Walter Ulbricht, principale figure du KPD, ne le voit pas de la même façon. Considérant la zone d'occupation soviétique comme son fief personnel, il désire procéder rapidement à sa communisation. Devant ce

que Ulbricht et sa bande considèrent comme les hésitations et la retenue excessive de la politique allemande de Moscou, il convient d'obtenir le soutien des partis frères d'Europe de l'Est. Le KPD veut créer une situation dans laquelle il sera difficile, sinon impossible, pour l'URSS de sacrifier son rôle prédominant à l'est de l'Allemagne en échange d'une Allemagne neutre et unie. De même, vu sa position d'avant-garde communiste dans un pays occupé à l'avenir incertain, où l'on peut commencer à percevoir les désaccords irréconciliables entre l'URSS et les Alliés occidentaux, le KPD doit s'assurer d'avoir derrière lui un bloc communiste stable et uni<sup>10</sup>. En dépit – ou en raison – du fait que le développement définitif du socialisme en Allemagne ne soit pas encore assuré à cause des contradictions et des incertitudes de la politique allemande de Moscou, le KPD décide de se lancer à fond dans une politique de rapprochement avec les partis communistes est-européens, dans une recherche d'appuis pouvant garantir la viabilité de la partie socialiste d'une Allemagne éventuellement tronquée, prématurément menacée d'instabilité permanente<sup>11</sup>.

En vue de gagner l'appui de leurs camarades polonais, les leaders communistes allemands se prononcent donc très tôt en faveur de la nouvelle frontière. D'où les déclarations des leaders communistes, dont Ulbricht qui, lors d'un discours prononcé en juin 1945, explique historiquement la perte de territoires allemands en faveur de la Pologne, en disant que le retranchement des régions à l'est de l'Oder et de la Neisse est une conséquence de la guerre déclenchée par Hitler et que cela aurait seulement pu être évité si le peuple allemand avait su instaurer dans ces régions un ordre démocratique<sup>12</sup>. De même, dans la *Deutsche Volkszeitung* (Journal populaire allemand), organe du KPD, la politique d'expulsion des Allemands de Pologne est justifiée publiquement : Hitler est présenté comme la cause de tous les maux et de toutes les souffrances des expulsés<sup>13</sup>. La solidarité avec la Pologne dépasse toute considération liée à l'intégrité territoriale. Dans le cadre des relations intersocialistes, la vieille garde communiste nie la pertinence de la nation. La négation de la légitimité nationale n'effraie pas le KPD car ses membres croient que le rôle dirigeant dans l'Allemagne leur est inévitablement dévolu en raison de la victoire de l'antifascisme, dont les communistes formeraient l'avant-garde.

### **Le rejet de l'Oder-Neisse, 1946-1948**

La nation, par contre, rattrape rapidement les communistes. Les problèmes causés par la renonciation à toute revendication territoriale se font durement ressentir dans le contexte du manque de légitimité du KPD en Allemagne. Le SED, dès sa formation en avril 1946, opère une

rupture avec la politique du KPD concernant la ligne Oder-Neisse. Le nouveau parti la rejette avec conviction et fermeté.

Ce revirement découle d'abord de l'avenir incertain de l'Allemagne. Le nouveau parti, le SED, parce qu'il n'existe que dans la zone d'occupation soviétique, doit redoubler d'efforts pour se présenter comme un parti national allemand et contrer les accusations voulant qu'il soit le « parti des Russes »<sup>14</sup>. Ainsi, il lui faut développer une politique « nationale », qui est clairement présentée dans son premier programme : le SED est « le vrai parti national du peuple allemand », il est « indépendant » et son programme veut correspondre « [...] aux intérêts du peuple allemand et aux particularités de l'économie, de la politique et de la culture allemandes »<sup>15</sup>. Dans le même but, Anton Ackermann présente, dans le périodique théorique du Parti *Einheit* (Unité), l'idée d'une « voie allemande vers le socialisme »<sup>16</sup>.

À l'été 1946, le SED reconnaît que la ligne Oder-Neisse représente un de ses plus graves problèmes de légitimité. Ses organes centraux prennent acte de la grogne régnant à ce sujet au sein de la base militante et des échelons intermédiaires du Parti. L'intégration de membres du SPD (Parti social-démocrate allemand) dans le SED contribue aussi certainement à cette insatisfaction<sup>17</sup>. Aussi les rapports alarmants des responsables locaux du Parti, faisant état du manque flagrant de popularité du SED en raison de sa position sur les nouvelles frontières, ne peuvent-ils que provoquer des remises en question<sup>18</sup>. Les dirigeants du Parti s'inquiètent particulièrement du mécontentement chez les expulsés que rapportent maints fonctionnaires : « [...] qu'ils proviennent de Tchécoslovaquie, de Silésie, de Pologne ou de Prusse orientale, l'humeur régnant chez les expulsés, jusqu'aux antifascistes, n'est vraiment pas favorable au SED »<sup>19</sup>. Ceci n'augure rien de bon pour les chances des communistes aux élections prévues pour l'automne 1946, car selon leurs propres estimations, il y aurait déjà, en octobre 1945, cinq millions d'expulsés dans la zone soviétique sur un total de 22 millions d'habitants<sup>20</sup>.

En raison de cette situation d'insatisfaction généralisée, en juin 1946, le Comité directeur « [...] charge le Secrétariat central d'élaborer une prise de position sur la question de la frontière orientale (*Ostgrenze*) »<sup>21</sup>. La nouvelle position, présentée le 6 septembre aux cercles dirigeants du Parti par Helmut Lehmann, affirme que le SED ne renonce pas aux territoires orientaux, mais qu'il considère néanmoins la transformation « démocratique » et « antifasciste » de l'Allemagne – par la réforme agraire, la nationalisation des industries, la dénazification, etc. – comme une condition de leur préservation. Les accusations à l'effet que le SED ait déjà reconnu la nouvelle frontière sont réfutées, en ajoutant que « [...] c'est une véritable bêtise politique que de dire que le

plus important parti allemand aurait renoncé à des territoires allemands»<sup>22</sup>. Les résolutions du Comité directeur adoptées les 18 et 19 septembre mettent aussi l'accent sur le besoin d'un processus de transformation démocratique et antifasciste en Allemagne, en indiquant en même temps que « [...] l'utilisation de la question de la frontière orientale par certains cercles pour attiser une nouvelle agitation nationaliste-chauvine ne peut apporter au peuple allemand que de graves dommages [...] en relation avec les futures frontières allemandes ». On insiste à nouveau sur le besoin d'une transformation des structures politiques, sociales et économiques du pays :

Le Parti socialiste unifié d'Allemagne met tout en action pour aboutir à une transformation fondamentale de l'Allemagne par un renversement des criminels de guerre et des activistes nazis ainsi que par la démocratisation. Du fait que le Parti socialiste unifié d'Allemagne cherche par-là à gagner pour le peuple allemand du respect et de la confiance chez les autres peuples [...] il veut que le peuple allemand obtienne un traité de paix favorable à la suite des négociations de paix imminentes. Aussi, le Parti socialiste unifié d'Allemagne fera tout pour que la voix du peuple allemand trouve une oreille attentive dans la question des futures frontières de l'Allemagne lors de la conférence de paix<sup>23</sup>.

Ainsi, la question des frontières s'impose rapidement comme un argument indispensable pour convaincre la population du bien-fondé de la politique de socialisation de la zone soviétique : l'ajout d'une connotation nationale à ses politiques constitue le seul moyen par lequel le Parti peut espérer les rendre plus acceptables. Car Ulbricht et ses camarades ne peuvent ignorer l'ampleur de l'opposition que leur politique de nationalisation et de réforme agraire – qui bien qu'initialement populaire est allée trop loin et a été mise en œuvre brutalement – a créée au sein de la population<sup>24</sup>. Le rejet de la ligne Oder-Neisse trouve aussi son utilité dans la lutte qui oppose Ulbricht et Staline sur la « question allemande ». Le dictateur soviétique voulait en effet freiner les ardeurs révolutionnaires des Allemands pour garder toutes ses options ouvertes quant à l'avenir du pays vaincu, incluant celle de l'unité<sup>25</sup>. À défaut de jouir du soutien de Moscou, le lien établi par le SED entre la révision de l'Oder-Neisse et ses radicales réformes politico-économiques devrait l'aider à gagner l'appui de la population dans sa politique de socialisation.

Le rejet de la ligne Oder-Neisse fait partie de la stratégie électorale du SED en vue des élections d'octobre 1946 à Berlin et en Allemagne de l'Est. Mais le revirement tardif sur la question des frontières est de peu d'utilité. À Berlin, le SED arrive troisième avec 19,8 % des suffrages, loin derrière le SPD (toujours présent dans la grande région de Berlin) qui obtient 48,7 % des voix et les chrétiens-démocrates (CDU) qui en

récoltent 22,2 %<sup>26</sup>. Cet échec humiliant ne fait que renforcer l'orientation nationale du Parti sur la ligne Oder-Neisse.

Les Soviétiques n'approuvent à aucun moment le révisionnisme du SED, mais ce dernier choisit d'ignorer les réprimandes du grand frère<sup>27</sup>. Même l'intervention personnelle de Staline auprès de hauts fonctionnaires du SED en visite à Moscou – selon le dictateur, les conférences de Yalta et Potsdam ont définitivement fixé la frontière et la remettre en question ne peut donc que « signifier la guerre<sup>28</sup> » – est de peu d'utilité. En 1947, cependant, les communistes est-allemands prennent progressivement conscience que leurs efforts sont vains, vu la fermeté de l'URSS sur la question. Leur stratégie devient donc, à partir de la mi-1947, d'éviter de parler de la frontière orientale pour ne pas avoir à la reconnaître et ne pas non plus aller contre les volontés de Moscou.

De manière prévisible, entre 1946 et 1948, les relations entre le SED et Varsovie tombent dans un creux, et l'on pourrait même dire sans exagération qu'elles deviennent inexistantes<sup>29</sup>. Le SED ne tente de corriger la situation que par des professions de foi internationalistes, mais jamais en abordant la véritable pomme de discorde, la ligne Oder-Neisse, qui est systématiquement ignorée. Les communistes est-allemands semblent croire que l'affinité idéologique amènera une inévitable amélioration de leurs relations avec Varsovie, avis que les communistes polonais sont loin de partager. Paradoxalement, l'internationalisme dans lequel le SED s'enferme ne fait que perpétuer une situation de mésentente.

### **Vers une entente fragile, 1948-1950**

La véritable percée dans les relations survient en 1948, à cause de changements dans l'évolution de la question allemande qui ont des répercussions immédiates sur la situation interne délicate et sensible de l'Allemagne. Le SED décide de changer encore une fois de position et fait volte-face en se résignant à accepter la ligne Oder-Neisse.

À la fin de 1947, au Deuxième Congrès du SED, on perçoit une radicalisation du Parti déterminée par les changements dans la situation internationale et le contexte de plus en plus tendu entre l'Est et l'Ouest en rapport avec la question allemande. Les négociations entre l'URSS et les Occidentaux deviennent de plus en plus difficiles. En réponse à la doctrine Truman, l'échec de la conférence des ministres des Affaires étrangères de Moscou (mars-avril 1947) et la fusion des zones d'occupation américaine et britannique en juin 1947, le Parti se radicalise considérablement dans son idéologie et son organisation. On érige l'URSS en modèle de développement pour l'Allemagne. Cela signifie, dans les faits, un abandon par

le SED du but de l'unité allemande, sauf dans la rhétorique où il occupe évidemment toujours le premier plan.

Peu de temps après, le coup de Prague (février 1948), le blocus de Berlin (débutant en juin 1948) et surtout le schisme yougoslave (aussi en juin 1948) forment la toile de fond de la stalinisation du SED et sa transformation en un « parti de type nouveau », c'est-à-dire sa « consolidation politique, organisationnelle et idéologique »<sup>30</sup>. La dénonciation des « déviations nationalistes », représentées par la politique indépendante de Tito, amène le SED à mettre fin à ses demandes de révision de la ligne Oder-Neisse. Au comité directeur du Parti, on dénonce par exemple le fait qu'« [...] aucun combat décidé n'ait jusqu'à présent été mené dans le rang du SED et de la classe ouvrière contre le nationalisme, qui trouve son expression dans la propagande revancharde hostile à la Pologne »<sup>31</sup>.

Lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères du camp soviétique en juin 1948, les pays alliés à Moscou se prononcent pour la fixation de la frontière germano-polonaise à l'Oder-Neisse. Ulbricht sait bien que s'il veut éventuellement voir naître un État socialiste en Allemagne de l'Est, il doit avoir l'appui des démocraties populaires. Or, celles-ci ont clairement fait entendre à leurs camarades allemands qu'elles ne pouvaient tolérer leur révisionnisme sur le tracé de la frontière avec la Pologne. De même, avec l'accentuation des tensions Est-Ouest et l'insatisfaction grandissante de la population est-allemande, l'URSS n'a d'autre choix que d'appuyer le SED et approuver ses politiques, rendant caduc tout besoin de légitimité populaire ; l'idéologie seule justifie amplement la prétention au pouvoir du SED, ce que confirme sa transformation en « parti d'un type nouveau ». De plus, avec la « division du monde en deux camps » (doctrine Jdanov), les Soviétiques ont intérêt à ce que les relations entre la RDA et la Pologne se normalisent.

C'est cet ensemble de facteurs qui force le SED à abandonner le révisionnisme. Mais ce seront les problèmes économiques qui amèneront une reconnaissance active de la frontière. La formation d'un État est-allemand séparé apparaissant en 1948 comme quasi inévitable, les communistes est-allemands doivent trouver le plus d'appuis externes possibles pour ne pas se retrouver isolés internationalement. Cela se fait particulièrement sentir dans le domaine économique, l'Allemagne de l'Est étant dépendante de la Pologne pour son approvisionnement en certaines matières premières, dont le charbon. Le plan biennal pour 1949-1950 souligne les effets néfastes de la baisse radicale du commerce interallemand et propose le développement de meilleures relations commerciales avec les démocraties populaires pour les contrer<sup>32</sup>.

Ainsi, le SED réalise qu'il ne pourra établir de relations normales avec la Pologne populaire s'il ne reconnaît pas la nouvelle frontière. Franz Dahlem, haut fonctionnaire du Parti, appuie son argumentation en faveur de sa reconnaissance en disant que celle-ci est la seule option qui se présente au SED et que « tout Allemand possédant un sens de la *Realpolitik* » la comprendra.<sup>33</sup> C'est donc à la mi-1948 que le SED reconnaît la frontière germano-polonaise comme « frontière de la paix » (*Friedensgrenze*<sup>34</sup>). Il y a une volonté de rapprochement dans cette phraseologie « fraternisante ». L'esprit de guerre froide est encore mieux illustré dans les déclarations d'Ulbricht qui, dans un rapport présenté au Comité directeur du Parti à l'occasion du retour de Pologne d'une délégation officielle, affirme que :

[...] nous avons déclaré, à l'occasion de notre visite à Wroclaw, qu'il n'existe selon la position officielle du SED aucune question frontalière [*Grenzfrage*], mais que cette frontière est pour nous définitivement fixée, en accord avec les décisions de la Conférence de Varsovie, auxquelles nous nous rattachons complètement. L'important pour nous est maintenant le combat commun pour trouver une solution contre la politique impérialiste anglo-américaine et pour une amitié solide avec les partis frères des démocraties populaires<sup>35</sup>.

Il est significatif que des négociations économiques importantes avec Varsovie débutent quelques jours seulement après les déclarations de reconnaissance de la frontière germano-polonaise. Dans la seconde moitié de 1948, des accords de livraison de matières premières sont conclus avec la Pologne<sup>36</sup>. Ceci permet au SED et aux communistes polonais de déclarer que « la glace est brisée<sup>37</sup> » dans leurs relations, mais la question des frontières n'en est pas évacuée pour autant. Le SED, enhardi par les succès obtenus dans ses démarches de rapprochement avec la Pologne, se croit obligé de multiplier les déclarations reconnaissant la ligne Oder-Neisse et ne se lasse pas de faire de la propagande pour l'amitié germano-polonaise, afin de rassurer les Polonais de ses bonnes intentions<sup>38</sup>.

Le gouvernement de Pologne populaire est effectivement toujours méfiant et, avec la fondation de la RDA à l'automne 1949, réclame des garanties plus solides que de simples déclarations, exigeant ainsi un traité sur les frontières. Berlin-Est ne peut faire autrement que d'accepter. L'objectif principal du SED étant alors d'assurer la survie du « premier État socialiste sur le sol allemand<sup>39</sup> », ses défis principaux sont d'atténuer les effets de l'isolement international qui frappe la RDA dès sa création – seules les démocraties populaires et l'URSS lui accordent la recon-

naissance diplomatique – et d'assurer sa survie économique. De bonnes relations avec la Pologne sont absolument indispensables et Berlin-Est n'a d'autre choix que d'acquiescer aux demandes de Varsovie et reconnaître définitivement la frontière commune par un traité.

La Pologne et la RDA signent donc les accords de Varsovie le 6 juin 1950, qui annoncent une coopération plus grande entre les deux pays, notamment sur le plan économique, et prévoient la reconnaissance et la fixation du tracé de la nouvelle frontière par les deux parties, ce qui est concrétisé par l'accord de Görlitz le 6 juillet<sup>40</sup>. Cet acte normalise les rapports entre les deux États et leurs échanges commerciaux augmentent d'environ 50 % entre 1949 et 1950. Ce rapprochement, cependant, n'est que conjoncturel. En effet, jusqu'en 1989, la question de la ligne Oder-Neisse refait régulièrement surface dans les relations entre Berlin-Est et Varsovie. Le changement graduel du rapport de force entre les deux États en faveur de la RDA permettra à celle-ci de contester à nouveau la frontière à des fins de politique intérieure ou comme levier dans les négociations interétatiques.

## **Conclusion**

De 1945 à la reconnaissance officielle de la ligne Oder-Neisse par la RDA en 1950, la politique du KPD/SED à l'égard de la Pologne est avant tout déterminée par l'évolution de la question allemande, c'est-à-dire de la situation de l'Allemagne au plan international, et notamment de la politique soviétique à son égard. Le rejet ou l'acceptation de la ligne Oder-Neisse dépend aussi de la situation interne et des plans du KPD/SED. Les positions changeantes et ambiguës des communistes est-allemands à l'égard la ligne Oder-Neisse sont symptomatiques des problèmes intrinsèques d'un régime en manque de légitimité nationale. Ceci restant vrai pour toute la durée de l'existence éphémère de la RDA, «l'amitié fraternelle» entre Berlin-Est et Varsovie n'existera que dans la propagande.

L'idéologie communiste et l'internationalisme ne jouent un rôle déterminant que dans les quelques mois suivant immédiatement la guerre, dans un élan idéaliste rendu possible par l'avenir encore imprévisible du Reich défait. Par après, l'internationalisme masque plutôt aux communistes est-allemands les véritables problèmes de leur politique. Seul un véritable travail sur le passé et un dialogue honnête avec les Polonais auraient pu jeter les bases de relations amicales. Le dogmatisme idéologique a paradoxalement empêché un tel développement et a même dans un certain sens contribué à alimenter la discorde entre les deux pays.

## Notes

1. L'auteur tient à remercier le Fond québécois de la recherche sur la société et la culture, l'Université libre de Berlin ainsi que l'Université Laval pour leur soutien financier, sans lequel cette recherche n'aurait pu voir le jour. Nos remerciements vont aussi aux Archives fédérales (Bundesarchiv) de l'Allemagne à Berlin et à leur personnel tout aussi dévoué que compétent. Nous n'oublions pas non plus de remercier M. Renéo Lukic pour ses judicieux conseils ainsi que son soutien et ses encouragements constants qui ont toujours été très appréciés.
2. Avec cette nouvelle frontière, la Pologne a en quelque sorte été déplacée par les Alliés vers l'ouest, aux dépens de l'Allemagne qui a de la sorte perdu des territoires considérables (environ 25 % de sa superficie totale). Les régions ne devaient au départ qu'être « administrées » par la Pologne, en attendant une décision finale des Alliés sur le tracé définitif de la frontière. Toutefois, Varsovie et Moscou considéraient déjà en 1945 la ligne Oder-Neisse comme une frontière définitive.
3. Le SED est né de la fusion forcée du SPD (Parti social-démocrate allemand) et du KPD dans la Zone d'occupation soviétique en avril 1946. Pour un bon aperçu du débat entourant la création du SED, voir le chapitre 5, « The Socialist Unity Party », dans Gareth Pritchard, *The Making of the GDR, 1945-1953: From Antifascism to Stalinism*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 108-136.
4. L'historiographie du temps de la guerre froide ne fait selon nous pas suffisamment ressortir le véritable niveau des tensions entre les États du bloc soviétique, et ceci est aussi vrai des rares chercheurs qui se sont intéressés à l'existence de conflits entre les États socialistes, dont Zbigniew K Brzezinski, *The Soviet Bloc: Unity and Conflict*, Édition révisée et augmentée, Cambridge, Harvard University Press, 1967. Pour un exemple d'étude plus récente portant sur les relations intersocialistes, voir Beate Ihme-Tuchel, *Das «nördliche Dreieck», Die Beziehungen zwischen der DDR, der Tschechoslowakei und Polen in den Jahren 1954 bis 1962*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1994.
5. Il s'agit des documents rendus disponibles par la Fondation pour les archives des partis et organisations de masse de la RDA dans les Archives fédérales (*Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen in der DDR im Bundesarchiv*), que nous noterons SAPMO-BArch dans le reste du texte. Nous avons utilisé pour nos recherches des recueils de documents officiels publiés depuis l'ouverture des archives de l'ex-RDA, ainsi que des documents non publiés que nous avons consultés sur place, aux Archives fédérales à Berlin. Nous avons complété notre corpus de sources avec les quotidiens officiels du KPD et du SED, respectivement le *Deutsche Volkszeitung* (Journal populaire allemand) et le *Neues Deutschland* (Nouvelle Allemagne).
6. Voir Johannes L. Kuppe, « Die Aussenpolitik der DDR », dans Rainer Eppelmann et al. (dir.), *Bilanz und Perspektiven der DDR-Forschung*, Paderborn, Schöningh, 2003, p. 318-326.
7. « Aufruf der Kommunistischen Partei Deutschlands », dans Günter Benser et Hans-Joachim Krusch (dir.), *Dokumente zur Geschichte der kommunistischen Bewegung in Deutschland. Reihe 1945/1946*, tome 1: *Protokolle des Zentralkomitees der KPD, Juli 1945 bis April 1946*, Munich, K.G. Saur, 1993, p. 230.
8. « Beratung am 4.6.1945 um 6 Uhr bei Stalin, Molotow, Shdanow », dans Rolf Badstübner et Wilfried Loth (dir.), *Wilhelm Pieck – Aufzeichnungen zur Deutschlandpolitik 1945-1953*, Berlin, Akademie Verlag, 1994, p. 50-51.
9. Voir Laure Castin-Chaparro, *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne. Staline et la question allemande, 1941-1955*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.

10. La stabilité et l'unité du camp soviétique sont des principes essentiels de la politique étrangère de la RDA en raison de sa position de front dans la guerre froide et de sa nature d'État d'une nation divisée. Voir Ingrid Muth, *Die DDR-Außenpolitik 1949-1972. Inhalte, Strukturen, Mechanismen*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2000.
11. Eric D. Weitz, *Creating German Communism, 1890-1990: From Popular Protest to Socialist State*, Princeton, Princeton University Press, 1997, p. 366-367.
12. « Rede Ulbricht - Erste Funktionärkonferenz der KPD Gross-Berlins », dans Benser et Krusch, *op. cit.*, tome 1, p. 242. Voir les propos similaires dans « Das neue demokratische Polen », *Deutsche Volkszeitung*, 5 juillet 1945, p. 2.
13. « Wohin mit den Flüchtlingen und Evakuirten? Ein erstes Wort zu einer brennenden Frage », *Deutsche Volkszeitung*, 10 juillet 1945, p. 1.
14. Le comportement des Soviétiques en Allemagne nuit grandement aux efforts de séduction du KPD/SED : les meurtres et les viols à grande échelle, le pillage et les démontages d'usines, créent, par association, de sérieux problèmes de légitimité pour les communistes allemands. Voir Norman Naimark, *The Russians in Germany: A History of the Soviet Zone of Occupation*, Cambridge, Harvard University Press, 1995, en particulier le chapitre 2, « Soviet Soldiers, German Women, and the Problem of Rape », p. 169-140, et le chapitre 3, « Reparations, Removals, and the Economic Transformation of the Zone », p. 141-204.
15. « Stenographische Niederschrift: Vereinigungsparteitag der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und der Kommunistischen Partei Deutschlands », SAPMO-BArch, Parteitag der SED, DY 30 / IV 1 / I / 1.
16. Anton Ackermann, « Gibt es einen besonderen deutschen Weg zum Sozialismus? », *Einheit*, vol. 1, n° 1 (1946), p. 23-42.
17. Le SPD est effectivement fortement révisionniste. Otto Grotewohl, influent social-démocrate qui devient le coprésident du SED avec Wilhelm Pieck, n'a-t-il pas dit le 26 août 1945, lors d'un discours sans ambiguïté prononcé lors du Premier Congrès du SPD du district de Leipzig, que la ligne Oder-Neisse est inacceptable : « Vous avez tous vu que les frontières de l'Allemagne à l'est représentent seulement une situation provisoire qui devra trouver sa forme finale par la conclusion d'une paix définitive. Les revendications nationalistes de notre voisin oriental, la Pologne, ont atteint un niveau inacceptable. » Cité dans Frank Bontschek, *Die Volksrepublik Polen und die DDR*, Cologne, Berichte des Bundesinstituts für Ostwissenschaftliche und Internationale Studien, 1975, p. 7.
18. Par exemple : « Abschlussbericht über die Stettiner Organisation der KPD », BA, KPD, RY 1 / I 3 / 15 / 34 ; [Sans titre], SAPMO-BArch, Nachlass Wilhelm Pieck, NY 4036 / 743 ; [Sans titre], SAPMO-BArch, Sekretariat Paul Merker, DY 30 / IV 2 / 2.022 / 118. Voir aussi le rapport de Fred Oelssner au Secrétariat central du KPD en septembre 1945, « Protokolle der erweiterten Sitzungen des Zentralsekretariats des Zentralkomitees der KPD – Nr. 32, Referat Fred Oelssner », dans Günter Benser et Hans-Joachim Krusch (dir.), *Dokumente zur Geschichte der kommunistischen Bewegung in Deutschland. Reihe 1945/1946*, tome 2: *Protokolle der erweiterten Sitzungen des Sekretariats des Zentralkomitees der KPD, Juli 1945 bis Februar 1946*, Munich, K.G. Saur, 1994, p. 62.
19. [Sans titre], SAPMO-BArch, Sekretariat Paul Merker, DY 30 / IV 2 / 2.022 / 118.
20. « Protokolle der erweiterten Sitzungen des Zentralsekretariats des Zentralkomitees der KPD Nr. 45 – Diskussion Schäffer », dans Benser et Krusch, *op. cit.*, tome 2, p. 310. Entre 1944 et 1950, 11 600 000 Allemands ont été contraints de quitter

la Pologne et les territoires à l'est de l'Oder-Neisse, et, de ce nombre, 4 300 000 ont abouti dans la zone d'occupation soviétique. Sheldon Anderson, *A Cold War in the Soviet Bloc: Polish-East German Relations 1945-1962*, Boulder, Westview Press, 2001, p. 34-35.

21. « Protokoll Nr. 17 der 3. Sitzung des Parteivorstandes am 18.-20. Juni 1946 », SAPMO-BArch, Tagungen des Parteivorstandes, DY 30 / IV 2 / 1 / 5.
22. « Das Problem der Ostgrenze », SAPMO-BArch, Nachlass Wilhelm Pieck, NY 4036 / 743.
23. Anlage Nr. 4, « Die SED zur Ostgrenze », dans « Protokoll Nr. 38 der 5. Tagung des Parteivorstandes am 18./19. Sept. 1946 », SAPMO-BArch, DY 30 / IV 2 / 1 / 9. Voir aussi les déclarations de Max Fechner, premier candidat du SED pour Berlin, qui vont dans le même sens: « Klarheit in der Ostfrage. SED zeigt den Weg der wahren nationalen Lösung », *Neues Deutschland*, 14 septembre 1946, p. 1.
24. Voir William R. Smyser, *From Yalta to Berlin. The Cold War Struggle Over Germany*, New York, St. Martin's Press, 1999, p. 35.
25. *Ibid.*, p. 39-40.
26. Naimark, *op. cit.*, p. 329.
27. Les notes de Wilhelm Pieck, prises lors de rencontres avec les autorités militaires soviétiques en Allemagne, nous indiquent que celles-ci signifient à plus d'une reprise à leurs protégés allemands que la frontière germano-polonaise ne sera pas modifiée et exigent du SED qu'il abandonne son révisionnisme, sans tenir compte des objections que leurs interlocuteurs peuvent soumettre. « Aktennotiz von Pieck vom 11.10.1946 » et « Besprechung am 23.12.1946 um 12 Uhr in Karlshorst », dans Badstübner et Loth, *op. cit.*, p. 83, 94.
28. « Reise nach Moskau vom 30.1. – 7.2.1947 », dans *Ibid.*, p. 112.
29. Par exemple, le *Neues Deutschland*, organe officiel du SED, publie entre l'été 1946 et l'été 1948 très peu d'articles sur la situation en Pologne, malgré le fait que ce pays devienne pendant ce temps officiellement une démocratie populaire et que les communistes installent leur pouvoir de plus en plus solidement.
30. Walter Ulbricht, « Die Rolle der Partei. Bericht der stellvertretenden Vorsitzenden der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands auf der Sitzung der Parteivorstandes am 28. und 29. Juli 1948 », *Neues Deutschland*, 22 août 1948, p. 3. Voir aussi Andreas Malycha, *Die SED: Geschichte ihrer Stalinisierung, 1946-1953*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2000, p. 292.
31. « Protokoll Nr. 112 (II) der 13. (27.) Tagung des Parteivorstandes am 15./16.9.1948 », SAPMO-BArch, Tagungen des Parteivorstandes, DY 30 / IV 2 / 1 / 54.
32. « Der wirtschaftsplan für 1948 und der Zweijahresplan 1949/1950 zur Wiederherstellung und Entwicklung der Friedenswirtschaft in der sowjetischen Besatzungszone Deutschlands (Entwurf) », SAPMO-BArch, Tagungen des Parteivorstandes, DY 30 / IV 2 / 1 / 49.
33. Franz Dahlem, « Aus Gesprächen in Polen. Über gemeinsame Interessen und künftige Zusammenarbeit », *Neues Deutschland*, 27 juin 1948, p. 3.
34. « Die Friedensgrenze », *Neues Deutschland*, 10 juillet 1948, p. 2. L'expression de *Friedensgrenze* avait en fait été introduite pour la première fois par le ministre Polonais Modzelewski en février 1947.

35. «Stenographische Niederschrift über die 14. (28.) Tagung der Parteivorstandes der SED am Mittwoch u. Donnerstag, dem 20./21. Oktober 1948», SAPMO-BArch, Tagungen des Parteivorstandes, DY 30 / IV 2 / 1 / 55.
36. «Stenographische Niederschrift über die 14. (28.) Tagung der Parteivorstandes der SED am Mittwoch u. Donnerstag, dem 20./21. Oktober 1948», SAPMO-BArch, Tagungen des Parteivorstandes, DY 30 / IV 2 / 1 / 56.
37. *Ibid.*
38. Citons, à titre d'exemple, les nombreux articles publiés dans le *Neues Deutschland*: «Auf dem Wege zur Freundschaft mit der polnischen Volksdemokratie. Franz Dahlem auf dem Vereinigungsparteitag der Arbeiterparteien Polens im festlich geschmückten Warschau», 18 décembre 1948, p. 1 ; Franz Dahlem «Kampfsolidarität», 24 décembre 1948, p. 3 ; Franz Dahlem, «Internationale Solidarität im Kampf um Einheit und Frieden für Deutschland», 30 janvier 1949, p. 2 ; Hermann Matern, «Die Vereinigungskongress in Warschau», 1<sup>er</sup> janvier 1949, p. 6.
39. Il s'agit d'un mythe fondateur de la RDA, que la propagande ne cesse de répéter jusqu'à la chute du régime en 1989-1990.
40. Pour les accords et la déclaration de Varsovie, voir «Deklaration über die Markierung der deutsch-polnischen Staatsgrenze», *Neues Deutschland*, 8 juin 1950, p. 1 et «Festlegung der Oder-Neisse-Grenze, 6. Juni 1950», dans Matthias Judt (dir.), *DDR-Geschichte in Dokumenten*, Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 1998, p. 547-548. Pour l'accord de Görlitz, voir Deutsches Institut für Zeitgeschichte (dir.), *Dokumentation zur Zeitgeschichte*, tome 1: *Polen, Deutschland und die Oder-Neisse-Grenze*, Berlin, Rütten & Loening, 1959, p. 582-584 et «Deutschlanddienst, Freundschaft mit der Republik Polen – Vertragsabschluss III», SAPMO-BArch, Nachlass Otto Grotewohl, NY 4090 / 483.
41. Tandis que la zone d'occupation soviétique constitue la destination de 10 % des exportations de la Pologne et la provenance de 7,5 % de ses importations en 1949, ces chiffres passent respectivement à 15 % et 11,5 % pour l'année 1950. Anderson, *op. cit.*, p. 86.
42. Voir *Ibid.*